

Rapport final

**Conférence internationale
de l'éducation
40^e session**

**Genève
2-11 décembre 1986**

**Unesco
Bureau international
d'éducation**

PARTIE IV

A. RECOMMANDATION N° 75 AUX MINISTRES DE L'EDUCATION CONCERNANT L'AMELIORATION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : OBJECTIFS, STRUCTURES, CONTENUS ET METHODES

PREAMBULE

La Conférence internationale de l'éducation, convoquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Genève, pour sa 40e session du 2 au 11 décembre 1986,

Eu égard aux conventions, recommandations et déclarations pertinentes adoptées à l'échelon international, et plus particulièrement par l'Unesco,

Notant que la reconnaissance universelle du fait que l'éducation est un droit fondamental de l'individu et une condition préalable du progrès social a entraîné depuis une vingtaine d'années un développement sans précédent de l'éducation dans l'ensemble du monde, en particulier aux niveaux secondaire et supérieur,

Rappelant que la Convention et la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement adoptées par la Conférence générale de l'Unesco à sa onzième session stipulent que l'enseignement secondaire sous ses diverses formes devrait être généralisé et rendu accessible à tous,

Reconnaissant les particularités constitutionnelles de chaque Etat membre, de même que ses besoins et ses dispositifs éducatifs propres,

Soulignant que l'enseignement secondaire devrait contribuer à la fois à l'épanouissement complet de l'individu et à sa préparation à la vie sur les plans culturel, social et économique, et souhaitant renforcer la coopération en matière d'éducation et en rechercher de nouvelles formes,

Reconnaissant l'importance d'un enseignement secondaire en prise sur les réalités comme facteur d'accélération du développement culturel, socio-économique, scientifique et technologique dans toutes les sociétés contemporaines,

Rappelant que la recommandation n° 68 adoptée par la Conférence internationale de l'éducation à sa 34e session a invité les Etats membres à réorganiser l'enseignement secondaire en dépassant son caractère académique traditionnel et en associant dans, un équilibre harmonieux et souplesse diversifié les enseignements généraux, techniques et professionnels concourant à la formation,

Notant qu'une tendance au rapprochement et parfois au regroupement de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel s'est manifestée dans de très nombreux Etats membres,

Notant en outre que les structures et les programmes de l'enseignement secondaire font depuis une dizaine d'années l'objet de réformes profondes et réaffirmant qu'il importe de resserrer les liens entre les divers degrés de l'enseignement,

Reconnaissant que la rapidité de l'évolution scientifique, technologique et sociale lance de nouveaux défis qui appellent une amélioration de l'enseignement secondaire en vue de répondre aux besoins de l'individu et de la société aujourd'hui et demain,

Convaincue que la définition précise des buts et objectifs de l'enseignement secondaire à partir des objectifs nationaux de l'éducation et leur reformulation en fonction de l'évolution des circonstances et des besoins représentent des avancées significatives sur la voie de l'amélioration de l'enseignement secondaire,

Reconnaissant que l'amélioration de l'enseignement secondaire passe par une formation initiale et continue adéquate des personnels enseignants, la mise en place et une bonne gestion des moyens matériels, ainsi que par l'actualisation des plans et programmes d'études, des manuels et des auxiliaires pédagogiques et aussi par le développement de modalités et de méthodes pédagogiques appropriées,

Adopte, le 11 décembre 1986, et soumet à l'examen des Ministères de l'éducation et des instances et organismes compétents des divers Etats membres, des institutions du système des Nations Unies qui ont des responsabilités dans ce domaine et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, la recommandation suivante :

A. PRINCIPES GENERAUX ET CONCEPTS CLES

1. L'enseignement secondaire est une phase de l'éducation durant laquelle les jeunes sont amenés à devenir progressivement des adultes autonomes et responsables. Pendant cette période, en effet, les jeunes acquièrent les connaissances et les aptitudes nécessaires à leur préparation à la vie sous tous ses aspects.
2. L'amélioration de l'enseignement secondaire devrait se situer dans la perspective de l'éducation permanente. L'organisation de cet enseignement devrait être suffisamment souple pour assurer une continuité et une complémentarité entre les établissements qui constituent des éléments du système formel des écoles secondaires d'enseignement général et d'enseignement professionnel et les institutions et programmes extrascolaires, tout en offrant à ceux qui n'ont pas achevé leurs études secondaires ou n'ont jamais pu les commencer la possibilité de poursuivre ou de reprendre de telles études.
3. Le choix des objectifs, des structures, des contenus et des méthodes de l'enseignement secondaire devrait s'inspirer des principes généraux et des concepts clés suivants :
 - (a) Viser à l'épanouissement complet et harmonieux de l'individu en réunissant les conditions nécessaires à sa formation intellectuelle, morale, spirituelle, physique, esthétique et sociale et à sa préparation à la vie en société former les jeunes dans un esprit de paix, de compréhension internationale, de coopération et de respect mutuel ;
 - (b) Encourager la participation de la population tout entière à la stratégie de développement de l'enseignement secondaire, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes chargés de la gestion de l'éducation, y pris les institutions à vocation culturelle ou scientifique ;
 - (c) Offrir à chaque individu une véritable égalité de chances et les plus larges possibilités de succès ;
 - (d) Répondre aux besoins du développement culturel, socio-économique, scientifique et technologique et tenir compte des spécificités nationales ; respecter, dans le cas des territoires qui subissent encore une occupation étrangère, le droit de la population à un enseignement adapté à ses besoins. Son identité nationale et culturelle doit être préservée et il ne devrait être apporté aux programmes d'enseignement nationaux aucune modification qui soit de nature à altérer cette identité ;
 - (e) Assurer la haute qualité de l'enseignement et de l'éducation, ce qui devrait être considéré comme une tâche primordiale dans le contexte de l'expansion rapide des effectifs de l'enseignement secondaire et de sa généralisation ;
 - (f) Evaluer, réviser et ajuster régulièrement les programmes, les manuels, les méthodes et les processus d'enseignement et d'apprentissage afin d'améliorer la qualité de l'éducation, de permettre de suivre le rythme accéléré du progrès scientifique et technologique et l'évolution des savoirs et des savoir-faire qui en résultent, de former des individus qui puissent, grâce à l'auto-apprentissage, s'orienter parmi les changements des processus industriels, agricoles et sociaux, promouvoir eux-mêmes ces changements et ce progrès au sein de la société et y participer activement ;
 - (g) Définir les objectifs, les structures, les contenus, les modalités et les méthodes de l'enseignement secondaire dans un processus continu de réflexion ;

- (h) Faire appel dans le processus d'éducation et de formation à des approches et à des technologies correspondant à celles qui ont cours dans la société, en tenant compte de la nécessité d'intégrer les acquis techniques et scientifiques modernes ;
- (i) Développer et actualiser l'enseignement des sciences et de la technologie, encourager une approche interdisciplinaire de cet enseignement, en gardant aussi présente à l'esprit la nécessité de renforcer la formation humaniste des élèves afin d'assurer leur épanouissement harmonieux ;
- (j) Prendre en considération le rôle fondamental de l'enseignement général tout en favorisant le rapprochement de l'enseignement général et de l'enseignement technique et professionnel en vue notamment de la revalorisation de ce dernier ;
- (k) Assurer une articulation étroite entre les formations dispensées par les établissements scolaires eux-mêmes et les multiples ressources offertes par l'environnement extrascolaire ;
- (l) Favoriser l'interaction entre éducation et travail conformément aux principes généraux, aux programmes et aux mesures énoncés dans la recommandation n° 73 adoptée par la Conférence internationale de l'éducation à sa 38e session ;
- (m) Mettre en œuvre dans la mesure du possible les principes énoncés dans les autres recommandations se rapportant à l'enseignement secondaire, adoptées par la Conférence internationale de l'éducation.

B. MESURES ET PROGRAMMES CONCRETS A L'ECHELON NATIONAL

4. Les politiques nationales de l'éducation devraient favoriser l'amélioration de l'enseignement secondaire et lui accorder la priorité lorsqu'il y a lieu en recourant aux moyens suivants :
 - (a) Réflexion permanente sur les objectifs de l'enseignement secondaire ;
 - (b) Adoption de mesures législatives, administratives, financières, sociales et éducatives destinées à assurer la poursuite du processus de démocratisation de l'enseignement secondaire et l'amélioration de ses objectifs, de son contenu, de ses structures et de ses méthodes ;
 - (c) Réexamen de la part du budget total de l'éducation consacrée à l'enseignement secondaire ;
 - (d) Renforcement des actions éducatives au profit des groupes de population défavorisés et des régions déshéritées du pays, et effort pour élaborer et mettre en œuvre des mesures particulières telles qu'une meilleure répartition des établissements scolaires afin de desservir les zones rurales et suburbaines ;
 - (e) Garantie aux migrants et aux minorités nationales de l'égalité du droit à l'enseignement secondaire, tout en leur permettant de conserver des liens avec leur culture d'origine et leur langue maternelle notamment par l'enseignement de celles-ci ;
 - (f) Adoption de mesures appropriées à une éducation des jeunes handicapés, y compris une formation théorique et pratique du personnel enseignant ;
 - (g) Développement et amélioration de l'enseignement secondaire technique et professionnel pour faire face, notamment, à l'évolution des besoins en main-d'œuvre qualifiée qui résulte des progrès de la science et de la technologie et du développement du pays ;
 - (h) Création ou développement de cours du soir en dehors du temps scolaire et du système formel d'enseignement ainsi que de programmes d'enseignement à distance (par exemple, par correspondance, par radio et par télévision) ;
 - (i) Recours à des mesures pour inciter et motiver les jeunes et les adultes, clans la société, dans les entreprises industrielles et agricoles et dans la famille, à acquérir une éducation secondaire ;
 - (j) Favoriser un plus large accès des jeunes filles et des femmes aux études scientifiques et à l'enseignement secondaire technique et professionnel et les encourager, par des mesures appropriées, à poursuivre leurs études, notamment dans les disciplines qui leur permettent de participer à tous les secteurs de l'économie nationale.

5. (a) Il conviendrait de mettre en place ou de renforcer des mécanismes propres à favoriser l'utilisation optimale des ressources disponibles, notamment pour assurer davantage de continuité et de complémentarité entre les différents types d'enseignement secondaire ;
- (b) Il y aurait lieu en outre d'encourager la formation, dans le domaine de la gestion et de l'éducation, en particulier des personnels de niveau intermédiaire à l'échelon local et à celui des institutions.
6. Un examen approfondi des structures existantes s'impose dans le cadre des efforts déployés pour assurer l'amélioration générale de l'enseignement secondaire. Chaque fois qu'il y a lieu, des mesures concrètes devraient être prises pour :
 - (a) faire en sorte que les structures soient mieux adaptées au développement culturel, socio-économique, scientifique et technique du pays ;
 - (b) développer globalement les structures, les institutions et les cycles les plus propres à permettre d'atteindre les buts et objectifs nationaux de l'enseignement secondaire, dans le droit fil de la tendance actuelle au rapprochement entre l'enseignement général et l'enseignement technique et professionnel.
7. Les structures éducatives devraient être développées de façon assez souple pour :
 - (a) répondre à l'évolution des besoins de la société tout en conservant leur continuité et leur cohérence et en assurant l'égalité des chances d'accès et les plus larges possibilités de succès ;
 - (b) offrir aux élèves, par des procédures appropriées, la possibilité de passer d'une filière ou d'une forme d'enseignement à une autre, de manière qu'un choix entre diverses options leur reste plus facilement ouvert au cours de leur scolarité ;
 - (c) permettre l'intégration de l'éducation, de la science, de la culture et de la production ; assurer une liaison continue entre éducation et travail ;
 - (d) améliorer les techniques d'examen et d'évaluation, cette dernière étant conçue comme faisant partie intégrante du processus d'enseignement et d'apprentissage, de manière à assurer un contrôle permanent des progrès réalisés et des résultats obtenus par les élèves eu égard aux objectifs des enseignements ;
 - (e) définir des procédures d'orientation et de sélection qui n'impliquent de discrimination d'aucune sorte.
8. L'amélioration de l'enseignement secondaire devrait entraîner une élévation notable du niveau scientifique de la totalité de son contenu, afin qu'il soit tourné vers l'avenir et à la hauteur des acquis et des impératifs du progrès social, scientifique et technologique, de façon à créer les conditions de qualifications professionnelles d'un type nouveau reposant sur la maîtrise de technologies intégrées.
9. Des programmes équilibrés sont indispensables pour l'épanouissement global des élèves et il convient également de tenir compte de leurs aptitudes et de leurs intérêts personnels. L'évaluation et la rénovation permanentes de ces programmes s'imposent pour éviter les surcharges et les déséquilibres. Les disciplines enseignées devraient comprendre les langues, les mathématiques, les sciences exactes et naturelles, la technologie, les sciences sociales. L'éducation culturelle, morale, spirituelle, esthétique et physique devrait avoir sa place ainsi que celle liée aux nouveaux modes de pensée adaptés à l'ère nucléaire et spatiale. Ces éléments devraient préparer l'élève à la vie et au travail au sein de la collectivité. Le contenu de l'enseignement secondaire devrait mettre en valeur la culture et la tradition intellectuelle de chaque pays. Il devrait également tendre au renforcement du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des droits des peuples ; il devrait promouvoir la paix, la compréhension internationale et l'amitié entre toutes les nations ; il devrait combattre la ségrégation raciale et la discrimination fondée sur la race, le sexe ou la religion.
10. L'élaboration des programmes devrait impliquer un large processus de recherche, d'évaluation et de consultation, associant les enseignants et leurs organisations, les parents, les élèves et les représentants des différents secteurs de la vie culturelle et socio-économique. L'introduction de nouveaux éléments dans un programme devrait faire l'objet d'études préalables et d'évaluations.

11. Le réaménagement des programmes devrait permettre d'éliminer les contenus périmés pour faire place à de nouveaux éléments (par exemple, l'éducation relative à l'environnement et à l'écologie, l'informatique, les technologies nouvelles, etc.) nécessaires pour faire face aux défis scientifiques et technologiques. Ces éléments peuvent s'insérer dans des enseignements intégrés ou interdisciplinaires, de manière à maintenir la cohérence des programmes et à éviter de les surcharger.
12. Les programmes, et en particulier ceux du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, devraient faire une place à la créativité, à la souplesse et à la diversification. Au tronc commun des disciplines obligatoires devraient s'ajouter des matières à option et diverses activités extrascolaires.
13. Il faudrait se soucier non seulement du contenu de l'enseignement mais aussi de la façon dont celui-ci est dispensé. Il s'ensuit que les modalités et les méthodes d'enseignement et les matériels pédagogiques doivent être continuellement révisés.
14. Il conviendrait d'élaborer et d'appliquer des méthodes qui stimulent la participation active des élèves au processus d'enseignement et d'apprentissage et développent leurs capacités d'auto-apprentissage, leur désir d'apprendre et leur goût de la connaissance.
15. Le processus d'enseignement et d'apprentissage devrait faire largement place aux activités qui visent à "apprendre à apprendre". Il faudrait recourir à cette fin à des méthodes qui s'y prêtent et à des modes appropriés d'organisation du travail des élèves comme le travail en groupe, l'apprentissage autodirigé et d'autres formes d'apprentissage à la carte.
16. L'inscription du travail ou de la familiarisation avec le monde du travail dans les programmes d'enseignement général appelle également des changements de priorité entre les différentes méthodes utilisées : des visites, des sorties éducatives, des initiations concrètes au travail dans un cadre autre que la classe devraient être organisées. Des experts extérieurs devraient aussi être invités plus fréquemment dans les établissements scolaires.
17. L'enseignement des sciences et de la technologie implique un accroissement de tous les types d'activités expérimentales et de travaux pratiques, notamment en laboratoire, qui sont de nature à susciter une participation plus active des élèves aux processus d'exploration scientifique et de développement technologique. De même, l'enseignement des humanités devrait être relié à l'utilisation des sources et des moyens de la culture, tels que les musées, les archives et les bibliothèques.
18. Les technologies modernes comme, par exemple, la micro-informatique, peuvent apporter un soutien non négligeable à l'amélioration du processus d'enseignement et d'apprentissage, favoriser l'apprentissage à la carte et servir à développer la personnalité de l'élève. Sur la base d'une analyse des résultats concrets de l'utilisation de l'informatique à l'école, des modifications appropriées devraient être apportées au contenu des enseignements faisant appel à l'ordinateur. Les autorités scolaires devraient mesurer l'intérêt des nouveaux équipements avant de procéder à leur acquisition.
19. Il faudrait prendre des mesures propres à accroître le potentiel national de production, à des coûts raisonnables, de matériels et d'équipements éducatifs, y compris de manuels, logiciels et autres dispositifs pour l'enseignement des sciences et de la technologie.
20. Les enseignants devraient être associés à l'élaboration des matériels nécessaires car c'est là un moyen d'accroître leur compétence professionnelle.
21. Les services d'orientation devraient être développés et offerts à tous les établissements et à tous les élèves du secondaire. L'orientation scolaire et professionnelle devrait, dans toute la mesure du possible, devenir une des dimensions de la scolarité secondaire. Les jeunes filles devraient être encouragées à faire des études ultérieures menant à des carrières scientifiques et technologiques et plus généralement à des carrières où elles sont sous-représentées.
22. Il est également indispensable de développer des modalités extrascolaires d'orientation telles que, par exemple, des visites d'entreprises industrielles et agricoles et d'autres lieux de travail.
23. L'appui voulu devrait être apporté au développement de la recherche pédagogique en tant qu'outil dont la contribution est indispensable pour atteindre les objectifs définis. La recherche pédagogique et les activités novatrices devraient être encouragées à tous les niveaux et être prises en compte dans les décisions politiques et la pratique éducative.

24. Afin d'accroître le concours que la recherche peut apporter à l'amélioration de l'enseignement secondaire, des dispositions appropriées devraient être prises pour mieux faire connaître les résultats de la recherche pédagogique et les innovations qu'elle peut apporter. Ces résultats devraient être pris en compte dans la formation initiale et continue des professeurs, des administrateurs et des autres personnels de l'enseignement secondaire.
25. Le développement, en particulier par la formation, des capacités de gestion aux échelons national et local et à celui des établissements est à même de rendre plus efficaces les méthodes d'administration de l'enseignement secondaire. La participation des maîtres et des parents est également souhaitable à cet égard.
26. Une utilisation accrue et mieux avisée des technologies modernes devrait avoir un impact positif sur la gestion de l'éducation et sur son efficacité. La mise en place de centres de soutien technique à la gestion et de systèmes d'information à l'usage de la gestion devrait être considérée comme un moyen important d'améliorer l'enseignement secondaire.
27. Chaque pays devrait déterminer quelles sont les fonctions administratives qu'il est préférable de confier, respectivement, aux services centraux, régionaux et locaux, afin d'assurer une utilisation plus rationnelle des moyens disponibles, une participation plus effective de tous les groupes et un meilleur courant d'information et de communication entre les différents échelons administratifs.
28. La gestion devrait comporter une évaluation de la manière dont l'enseignement secondaire est encadré. Il faudrait disposer à cette fin de systèmes de suivi et de contrôle judicieusement conçus pour tous les aspects de l'enseignement secondaire.
29. Il est indispensable d'encourager au niveau des politiques et d'assurer au niveau de la pratique une plus large participation de tous les secteurs de la population tant à la démocratisation qu'à l'amélioration de l'enseignement secondaire.
30. L'amélioration de l'enseignement secondaire exige que l'on forme en nombre suffisant des enseignants et autres personnels de l'éducation tout en élevant la qualité de la formation.
31. A cet égard, il conviendrait de définir des politiques et des objectifs à long et à moyen terme concernant la formation des enseignants et de prévoir des mesures concrètes qui pourraient notamment viser à :
 - (a) encourager à s'orienter vers la profession enseignante les jeunes gens les plus motivés ;
 - (b) réorienter les méthodes et les programmes de formation des maîtres vers un meilleur équilibre entre les contenus disciplinaires et les aspects psychopédagogiques, de manière à assurer aux enseignants une préparation professionnelle harmonieuse ; cette préparation devrait s'appuyer sur une pratique effective de l'enseignement servant de base à l'analyse et à l'évaluation de l'activité éducative. Elle devrait également permettre de réduire raisonnablement la période d'adaptation des jeunes enseignants ;
 - (c) faire correspondre l'offre et la demande d'enseignants, notamment dans les domaines de la science et de la technologie, ainsi, le cas échéant, que dans les autres domaines où les effectifs apparaissent insuffisants ;
 - (d) mettre au point une approche systématique de la formation continue en organisant à intervalles réguliers des activités qui tendent à valoriser, à actualiser et, d'une manière générale, à améliorer les connaissances et les qualifications professionnelles des différentes catégories de personnel de l'enseignement secondaire. Cette approche devrait être différenciée en fonction du niveau de qualification des diverses catégories d'enseignants et des exigences concrètes de la pratique pédagogique, et favoriser l'échange d'expériences d'innovation, la recherche et la réflexion pédagogiques ;
 - (e) fournir en temps utile au personnel enseignant l'information scientifique et technique, la documentation, les auxiliaires visuels et le matériel nécessaires à l'enseignement.
32. D'autres personnels de l'éducation – administrateurs, directeurs d'établissement, inspecteurs et conseillers d'orientation, etc. – devraient suivre des formations initiales et continues correspondant aux tâches qu'ils accomplissent dans l'enseignement secondaire.

C. COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE

33. Compte tenu de la variété et des dimensions des problèmes et des interrogations que soulèvent le développement et l'amélioration de l'enseignement secondaire, en particulier mais non exclusivement dans les pays en développement, une approche internationale et régionale concertée pourrait aider les Etats membres à leur apporter des solutions et des réponses.
34. Les Etats membres devraient continuer à renforcer et à développer la coopération bilatérale, régionale et internationale afin d'améliorer l'enseignement secondaire et apporter tout l'appui nécessaire aux programmes régionaux d'innovation éducative mis en œuvre par l'Unesco au service du développement. Une telle coopération est particulièrement souhaitable en ce qui concerne l'enseignement des langues vivantes en tant qu'instrument de l'éducation à la compréhension internationale.
35. L'Unesco, en tant qu'organisation internationale qui joue un rôle moteur dans le domaine de l'éducation, devrait s'efforcer :
- (a) d'accorder une attention particulière au développement et à l'amélioration de l'enseignement secondaire dans ses programmes des prochaines années ;
 - (b) d'encourager encore davantage la coopération internationale et régionale dans le domaine de l'enseignement secondaire au travers de ses différents programmes et projets internationaux et régionaux ;
 - (c) de favoriser, notamment au moyen de ses réseaux régionaux d'innovation éducative pour le développement, une coopération plus étroite entre les Etats membres afin d'améliorer l'enseignement secondaire ;
 - (d) d'encourager la coopération internationale et régionale en matière de formation et d'amélioration des qualifications des enseignants et du personnel chargé de l'administration de l'enseignement secondaire, en mettant en place divers programmes et projets internationaux et régionaux ;
 - (e) de soutenir les efforts visant à développer les Ecoles associées ;
36. L'Unesco et le Bureau international de l'éducation, en tant qu'organe spécialisé de l'Unesco, devraient également s'efforcer :
- (a) de faciliter, dans le domaine de l'enseignement secondaire, l'échange entre les pays d'informations et d'expériences, y compris l'échange de programmes scolaires, de matériel pédagogique et de spécialistes. A cet égard, le service de documentation du BIE devrait jouer pleinement son rôle ;
 - (b) de promouvoir des recherches et des études visant à améliorer l'enseignement secondaire ;
 - (c) de mener des activités destinées à donner suite à la présente Conférence et de conseiller les Etats membres, sur leur demande, au sujet des moyens d'appliquer la présente recommandation en fonction des réalités propres à chaque pays.
37. L'Unesco, en coopération avec d'autres organisations internationales, devrait renforcer les activités concernant l'éducation pour la compréhension internationale, la coopération et la paix, et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Elles devraient également promouvoir, dans les Etats membres, les mesures de caractère novateur tendant à réaménager dans cette perspective les programmes de l'enseignement secondaire et à favoriser la révision mutuelle des manuels afin d'en éliminer les préjugés et toute incitation à la haine raciale et à l'hostilité à l'égard des autres peuples. L'échange international d'informations sur les résultats obtenus devrait être encouragé.
38. En coopération avec d'autres organisations internationales, organismes régionaux et organisations internationales non gouvernementales intéressées, l'Unesco devrait encourager encore plus les activités menées conjointement et contribuer efficacement à l'échange systématique des idées, des informations et des expériences concernant l'amélioration de l'enseignement secondaire en recourant pour cela à divers moyens : susciter l'organisation de conférences régionales et internationales, d'ateliers, de séminaires et de réunions consacrés à l'examen de divers aspects de l'amélioration de l'enseignement secondaire, apporter un soutien à l'échange de personnels de l'éducation pour étudier les expériences d'autres pays, etc.

39. Le Bureau international d'éducation, en coopération et en coordination avec d'autres unités de l'Unesco, devrait :

- (a) dans le cadre de son programme de documentation et d'information pédagogiques, accorder une place appropriée à l'enseignement secondaire et à son amélioration en recueillant des informations relatives aux programmes et aux réformes de l'enseignement secondaire ainsi qu'aux expériences novatrices tentées à ce niveau, en analysant ces informations, en les diffusant, et en les mettant à la disposition des Etats membres ;
- (b) dans le cadre de ses activités de recherche, et en particulier de sa série d'études et d'enquêtes en éducation comparée, étudier en collaboration avec des instituts nationaux de recherche les voies et moyens d'améliorer l'enseignement secondaire ;
- (c) accorder une attention particulière au système de formation des cadres pédagogiques et à l'amélioration des qualifications, ainsi qu'aux tendances relevées à cet égard dans les programmes nationaux, rassembler des renseignements sur la documentation scolaire et les expériences novatrices faites en matière de formation et de pratique professionnelle des maîtres et communiquer ces renseignements aux Etats membres.

B. RECOMMANDATION CONCERNANT L'EDUCATION ET LA LUTTE CONTRE LE SIDA

La Conférence internationale de l'éducation,

Constatant que le monde se trouve aux prises avec un problème dont on n'a mesuré la gravité qu'après que le projet de recommandation n° 75 sur "l'amélioration de l'enseignement secondaire : ses objectifs, ses structures, ses contenus et ses méthodes", eut été envoyé par le Secrétariat de l'Unesco aux Etats membres : la pandémie du SIDA, selon l'expression employée récemment par le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS),

Notant que de nombreux gouvernements, et l'opinion publique en général, se trouvent actuellement désarmés et dépourvus du minimum d'information nécessaire pour affronter cette nouvelle maladie,

Considérant qu'il y a beaucoup à faire, sur le plan de l'éducation, et sans aucun doute au niveau de l'école, en vue d'appliquer d'urgence des programmes d'information sur les moyens de prévention, et, en particulier, que cette information doit s'adresser en priorité aux maîtres et aux élèves de l'enseignement secondaire, ainsi qu'aux parents de ces élèves,

Estimant que l'Unesco a un rôle essentiel à jouer à cet égard en coopération étroite avec l'OMS et d'autres institutions, organisations et organismes du système des Nations Unies,

Recommande au Directeur général de l'Unesco d'étudier la possibilité d'élaborer à bref délai, en coopération avec les autres organismes internationaux compétents du système des Nations Unies, un projet de programme d'urgence relatif à l'éducation et à l'information à assurer dans les écoles en vue de la prévention du SIDA, et de soumettre à la prochaine session de la Conférence générale de l'Unesco les propositions qu'il jugera opportunes ;

Souhaite aussi que ce programme puisse devenir opérationnel dans tous les Etats membres aussi tôt que possible et que puisse, à travers lui, s'instaurer rapidement une coopération entre les Etats membres qui ont déjà de l'expérience en la matière ;

Adresse un appel pressant aux institutions, organismes et fondations disposant de moyens de financement pour qu'ils procurent à l'Unesco les ressources nécessaires à la mise en œuvre de cette dimension importante de la lutte contre le SIDA qu'est l'action éducative.